

Face à l'antisémitisme, une doctrine écologiste

Exposé des motifs

Alors que depuis 2006, en France, dans un contexte global d'antisémitisme décomplexé, une dizaine de personnes ont été tuées, parce que juives, dans le cadre d'attentats terroristes islamistes ou d'attaques isolées, alors que chaque année plusieurs centaines d'actes antisémites, de l'insulte au coup de couteau, du tag aux dégradations de tombes confessionnelles sont recensés, alors qu'un parti fondé par d'anciens nazis, le Rassemblement National, est une des principales forces politiques du pays, les écologistes ont depuis deux ans commencé un travail doctrinal pour proposer une réponse écologiste à ce fléau.

Ce combat, débuté par la création du Groupe de travail "Lutte contre l'Antisémitisme", voté lors du Conseil Fédéral d'Octobre 2021, s'est matérialisé par :

- un atelier lors des Journées d'été 2022 "Reconnaître et combattre les discours et l'iconographie antisémites" ;
- une journée d'étude au Sénat en avril 2023, coorganisée avec le sénateur Guy Bénarroche, en présence de nombreux acteurs et actrices de la société civile juive et/ou antiraciste (Alarmer, AJC Paris, CRIF, LICRA, RAAR, UEJF...) et de l'écologie (Yannick Jadot, Eva Sas, Aminata Niakate...) ;
- une présence lors de multiples événements, encore récemment en réaction à l'attentat antisémite en Tunisie ;
- une tribune dans Libération, avec de nombreux parlementaires et figures du mouvement, pour s'opposer à l'obtention par le Rassemblement National de la présidence du groupe d'étude à l'Assemblée nationale consacré à l'Antisémitisme ;
- de nombreuses réunions de travail, y compris avec des acteurs et actrices de la société civile ;
- une charte "NUPES contre l'antisémitisme" proposée aux candidat·e·s NUPES lors des législatives ;
- un appui aux élu·e·s, campagnes électorales et groupes locaux qui nous ont sollicité pour travailler en amont de certains événements ou améliorer leurs relations avec des actrices et acteurs de la communauté juive ;
- une présence médiatique, avec des articles sur notre travail dans Le Monde, La Croix, Le Dauphiné Libéré, Mediapart... et dans des médias de la sphère juive comme la radio RCJ ou la Revue K.

En 2021, Europe Écologie Les Verts, à travers la motion de création du Groupe de Travail, avait posé plusieurs constats, dont l'absence depuis un certain temps de liens entre la société civile juive / de lutte contre l'antisémitisme (deux mondes qui se recoupent) et les écologistes. Force est de constater qu'aujourd'hui, nous avons réussi à recréer de la confiance et des relations de qualité, une capacité à échanger et à s'écouter avec nombre de ces acteurs et actrices, dont certains avec qui le dialogue était malheureusement rompu.

Grâce à ce travail mené depuis près de deux ans, nous estimons possible d'aujourd'hui construire un positionnement propre aux écologistes en matière de lutte contre l'antisémitisme. Ce travail restera évidemment à affiner et compléter par d'autres motions.

MOTION

Ainsi, Europe Écologie Les Verts :

- Affirme que la lutte contre l'antisémitisme, comme contre tous les racismes et toutes les discriminations, fait partie de ses fondamentaux et que ce combat est loin d'être terminé.

Dès lors, tout.e adhérent.e tenant des propos antisémites ou commettant des actes antisémites fera l'objet d'un signalement à la justice avec constitution de partie civile par EÉLV qui engagera également des procédures disciplinaires.

- Rappelle l'utilité du Groupe de travail "Lutte contre l'antisémitisme" et invite les personnes volontaires à le rejoindre et les personnes ou instances (locales, régionales, groupes d'élu·e·s...) à le solliciter pour éviter des erreurs encore trop fréquentes.

Alors que la situation actuelle préoccupante et conflictuelle en Israël et dans les territoires occupés par Israël interfère trop souvent dans le débat public français en matière de lutte contre l'antisémitisme et de droits des juives et juifs, Europe Écologie Les Verts :

- S'inquiète des manifestations d'antisémitisme actuelles et en augmentation, comme récemment à Berlin, où des "morts aux juifs" ont été entendus dans une manifestation, ou encore lors de la dégradation d'une synagogue à Issy-Les-Moulineaux ;
- Affirme que la défense des droits des palestinien·ne·s ou la critique de la politique du gouvernement israélien ne constituent pas en soi un acte antisémite ;
- Condamne toute forme d'instrumentalisation et de récupération de la défense des droits des palestinien·ne·s ou de la critique de la politique du gouvernement israélien pour proférer ou accepter des actes antisémites ;
- Rappelle les positions déjà adoptées par EELV : un droit des peuples à la liberté, la sécurité et l'autodétermination ;
- Affirme que les israélien·ne·s et palestinien·ne·s ont le droit à la paix et de vivre en sécurité.

Alors que l'école, malgré les actions qu'elle met en œuvre, est trop souvent l'un des premiers lieux d'expressions, comportements et agressions antisémites, Europe Écologie Les Verts :

- Demande à ce qu'une formation (au moins une à l'école primaire, une au collège et une au lycée) et des actions de sensibilisation aux racismes et à l'antisémitisme soient généralisées dans les écoles, structures d'accueil des jeunes (MJC, centres de loisir, associations de jeunesse...) et établissements d'enseignement supérieur, à destination des élèves et étudiant·e·s comme des personnels ;
- Demande à ce qu'un véritable travail de lutte contre le harcèlement scolaire antisémite et les violences antisémites à l'école soit mené, en premier lieu en arrêtant la stratégie du "pas de vague" ;
- Demande au gouvernement de mener à bien, de manière scientifique et en toute transparence, l'audit sur le départ des écoliers juifs de l'école publique (promis en 2019 par le président puis en 2023 par le ministre de l'Éducation nationale) ;

- **Soutient les démarches interculturelles et interreligieuses qui doivent se multiplier, au sein de la jeunesse, pour lutter contre les stéréotypes dans le respect du principe de laïcité (et donc au sein de structures associatives, d'écoles ou de structures confessionnelles...).**

Alors qu'une autre politique mémorielle et de transmission des connaissances historiques est nécessaire, notamment face à la disparition des derniers témoins de la Shoah, Europe Écologie Les Verts :

- **Conteste le refus du gouvernement (exprimé en octobre 2022) de la création d'un musée de la Résistance juive, sous le prétexte d'une nation française une et indivisible, et affirme que compte tenu de l'Histoire de la Seconde guerre mondiale et de l'invisibilisation de l'engagement des juifs dans la Résistance, un tel musée est nécessaire ;**
- **Demande à ce qu'au collège et au lycée, l'enseignement de l'histoire et des mécanismes des racismes et de l'antisémitisme, et notamment de leurs manifestations contemporaines, soit renforcé, sans être limité à leurs manifestations anciennes et les plus violentes, l'Affaire Dreyfus et la Shoah ;**
- **Soutient la démarche visant à ce que chaque élève se rende, au moins, une fois au cours de la scolarité obligatoire dans un lieu de mémoire de la Shoah, en particulier dans sa région ;**
- **Affirme que les propos révisionnistes visant à minimiser le rôle de l'État français, dit gouvernement de Vichy, et de Philippe Pétain dans la Shoah doivent être qualifiés, en tant que tels, comme des propos négationnistes ;**

Alors que les propos et actes antisémites se banalisent, Europe Écologie Les Verts :

- **Demande à ce qu'un véritable travail soit mené pour une meilleure prise en compte des plaintes déposées (sensibilisation des forces de police, de gendarmerie...) et pour inciter les victimes à porter plainte, alors qu'aujourd'hui ce n'est le cas que de 19% d'entre elles ;**
- **Soutient les démarches d'associations qui portent plainte contre les plateformes en ligne qui hébergent des contenus antisémites ;**
- **Demande à ce que les moyens et outils nécessaires, législatifs, juridiques, humains, financiers... soient donnés aux municipalités et aux communautés de communes pour qu'elles luttent contre les groupuscules d'extrême-droite violents, néonazis... ;**
- **Dénonce l'inaction de l'Etat et des préfetures face au renouveau de ces mêmes groupuscules, vecteurs évidents d'antisémitisme.**

Alors que l'Union Européenne a commencé un travail sur le sujet, Europe Écologie Les Verts :

- **Rappelle l'adoption de la "Stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme et de protection de la vie juive" établie par les institutions européennes ;**
- **Appelle les institutions européennes à véritablement soutenir les lieux de mémoire et les politiques mémorielles et à condamner fermement les états-membres coupables de révisionnisme, notamment la Pologne ou la Hongrie ;**
- **Demande à ce que les institutions européennes se saisissent de l'enjeu de la haine raciale, notamment antisémite, sur les plateformes en ligne et les réseaux sociaux et sévissent contre celles qui ne souhaitent pas agir.**

Unanimité pour